

**Usages numériques et dessins de la ville :
les nouveaux maîtres d'ouvrage**

**Digital uses and city drawings:
the new builders**

Marion Trommenschlager, Maître de conférences
Laboratoire PREFics, Université Rennes 2
marion.trommenschlager@gmail.com

Mots clés : Territoire, consommation, organisation, plateformes
Keywords: Territory, consumption, organization, platforms

Résumé

Comment la consommation (re)dessine les villes aujourd'hui? Cet article émet l'hypothèse de nouveaux maîtres d'ouvrage des espaces urbains que seraient les géants du web. Il s'agit de comprendre comment les logiques de ces plateformes numériques tentent de s'appliquer aux territoires à forte urbanisation grâce à une richesse commune : celle de la donnée, dont l'emprise privative s'impose au détriment des institutions territoriales. Cette analyse propose une lecture critique des effets sur la gouvernance des villes intelligentes, (re)questionnant la notion de smart-city.

Abstract

How does consumption shape cities today? This article hypothesizes new builders of urban spaces that would be the giants of the web. The goal is to understand how the logics of these digital platforms try to apply to territories with strong urbanization thanks to a common wealth: the data, whose influence is imposed to the territorial Institutions. This analysis offers a critical reading of the effects on the governance of smart cities.

Usages numériques et dessins de la ville : les nouveaux maîtres d'ouvrage

Marion Trommenschlager

Les phénomènes d'intelligence numérique des territoires ne peuvent se résumer à l'intégration de mobilier urbain innovant ou d'écrans dans la ville. Ils relèvent davantage des modes organisationnels et de la logistique urbaine, dont la gestion des flux, la mise en service généralisée des espaces, mais également des formes nouvelles de capitalisme de la surveillance (Ertzscheid, 2017) et d'économie de la donnée. Les processus de privatisation en cours semblent de ce fait renforcés par le concept de la ville algorithmiquement organisée (Haëntjens, 2018). Le questionnement des (re)compositions territoriales, dans leurs dimensions organisationnelles et matérielles, est ici observé au travers des pratiques de consommation issues de nos usages numériques.

Constats

Des précédentes ouvertures issues de mon travail de recherche, nous voyons que nos usages sont imprégnés par la technique. Plus encore, les usages numériques, ainsi que les attentes des utilisateurs-consommateurs, évoluent au rythme des logiques implacables des plateformes numériques.

Nous sommes deux milliards de consommateurs connectés à l'échelle mondiale, nous consommons deux fois plus qu'il y a cinquante ans. Les conséquences sur l'évolution des espaces touchent tant la dimension organisationnelle, que la dimension symbolique, à travers les usages. Ainsi, l'imprégnation numérique semble porter dans un sens cette société de l'artefact vers une vision de plus en plus utilitariste du monde. Nous assistons à des phénomènes de standardisation des métropoles, entrées dans une mise en compétition généralisée (Gras, 2018). En guise d'exemple, le syndrome de gentrification est, lui, plus que jamais d'actualité, propulsé par les phénomènes de « pied-à-terrison » (Brossat, 2018) impulsés par les plateformes numériques.

De façon générale, il semble indéniable que le rapport des citoyens aux espaces organisés du territoire a profondément changé. Nous consommons la ville en lui conférant une dimension

globalement fonctionnaliste et c'est d'ailleurs tout l'enjeu des « villes intelligentes » autrement appelées smart-city (Picon, 2013). Cet article propose de se questionner sur la gouvernance de la fabrique, en cours et à venir, de ces territoires intelligents. Plus précisément, les GAFAM ont-ils plus que jamais la mainmise sur le gouvernail de l'organisation spatiale, déposant ainsi les institutions territoriales de leurs compétences?

De nouveaux maîtres d'ouvrage des espaces urbains

Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft ont propulsé un nouveau modèle économique, un modèle asymétrique (rappelons que le chiffre d'affaires de ces grands acteurs est proche de zéro). Ce modèle du don du savoir est nourri, économiquement, par une approche globale plaçant la donnée au centre des stratégies organisationnelles, le data-centrisme, aussi qualifié de data-colonies (Ertzscheid, 2018). Ces nouveaux modèles, attachés à l'étude des usages, s'appliquent progressivement aux territoires, renforcés par de nouvelles attentes des consommateurs issues des pratiques en ligne (Dujarier, 2014).

Plusieurs exemples de ces implications peuvent être relevés, comme Google et son projet de Smart-city à Toronto, Uber et sa cartographie des villes à travers la récolte de données (Casilli, 2019), ou encore Amazon et la nouvelle logistique des espaces urbains. Ces dynamiques portent des effets sur l'organisation des flux, des espaces et de la mise en service du territoire. En effet, pour reprendre la géographe Cynthia Ghorra-Gobin, les espaces urbains se “recomposent sous l'effet de la révolution numérique et la métamorphose du capitalisme globalisé et financiarisé” (Ghorra-Gobin, 2018).

Il s'agit donc de comprendre comment les logiques de ces plateformes numériques tentent de s'appliquer aux territoires à forte urbanisation. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) imposent une emprise privative au détriment des institutions territoriales. De ce côté, il est possible d'observer un retard général des institutions territoriales dans la saisie des enjeux, notamment tournés vers la donnée, et leur volonté de maîtrise organisationnelle des espaces urbains. Assistons-nous à une dépossession irrémédiable de la sphère publique sur l'organisation des territoires? En intégrant les processus de fabrique et de lecture du territoire, ces charpentes numériques seraient-elles plus impliquées qu'elles ne voudraient bien le communiquer dans la gouvernance des smart-cities ?

Méthodologie et observations

Le sujet interpelle à la fois l'étude des usages numériques, l'évolution des organisations et les nouvelles formes de spatialités, face aux pratiques de consommation indéniablement liées aux plateformes numériques. Nous pouvons rappeler le documentaire "Les travailleurs du clic" du sociologue Antonio Casilli qui a dernièrement illustré ce propos (Casilli, 2019).

Dans cette perspective, l'approche sociotechnique de la problématique intègre principalement le troisième axe « Participations, consommations et engagements » du Congrès « Société et espaces en mouvement ». Ce sujet est pour le moins ancré dans des phénomènes d'évolution sociétale, urbaine et organisationnelle, profonds, auxquels nous faisons face quotidiennement. L'ensemble de ce travail est issu de la corrélation de plusieurs méthodologies de recherche nourries durant ces dernières années. Tout d'abord, le questionnement fait suite à des recherches consacrées à l'étude de la conjonction de l'évolution des formes urbaines et du commerce à travers la transformation numérique. Ces travaux ont été réalisés grâce à l'intégration de l'écosystème du territoire métropolitain rennais durant cinq années pendant lesquelles j'ai travaillé en lien avec les différents acteurs de la métropole (institutions territoriales, associations, CCI, acteurs du tourisme et acteurs économiques)¹.

Cette période a permis l'activation de différentes méthodes d'analyse des processus organisationnels à l'œuvre dans l'évolution des formes de la ville avec, pour commencer, une observation participante auprès de la métropole rennaise, mais également de l'association des commerçants de son centre-ville. Des entretiens auprès des acteurs institutionnels, politiques et privés, sont ensuite venus compléter ces observations.

Trois observations majeures se révèlent dans cette première phase de recherche. Pour commencer, celle d'un écosystème des acteurs publics du territoire organisé en silos, laissant peu de place à la mutualisation des ressources et peu de chance à la construction d'une vision partagée d'un projet commun. Ensuite, l'analyse organisationnelle de la métropole rennaise montre une inflexibilité structurelle et décisionnelle liée au cadre hyper-normatif propre à l'administration (Dubet, 2002). Enfin, les entretiens menés et l'analyse de la mise en application des projets au sein de la métropole renvoient à l'absence d'une culture numérique qui serait partagée. Cette dernière observation place ainsi l'approche institutionnelle en un territoire de projets et non un projet de territoire.

Ces éléments ont mené à un second travail de recherche, attaché plus spécifiquement à l'étude

¹ TROMMENSCHLAGER Marion, « L'évolution des formes urbaines et du commerce à travers la transformation numérique », thèse réalisée en Cifre en Sciences de l'information et de la communication, Université Rennes 2, 2019, 344p.

des dynamiques organisationnelles de la ville intelligente, ceci à travers le programme de recherche TOSC (transformation organisationnelle de la smart-city). La documentation de la smart-city, appuyée par des illustrations locales à Rennes et Lyon d'une part, les entretiens des actrices et acteurs du territoire à l'échelle de ces deux métropoles d'autre part et enfin l'analyse des données issues des traces numériques sur le web² liées à la smart-city contribuant à l'étude des territoires (Romele, Severo, 2015), ont formé les trois phases de travail. Ces ressources montrent une uniformisation des modèles organisationnels métropolitains et l'application de méthodologies relativement semblables face à ces enjeux numériques (Gras, 2018). Plus particulièrement, les institutions sont entrées dans une dynamique de dématérialisation et se sont entourées d'une panoplie d'outils numériques se superposant à un modèle traditionnel ultra-normatif inchangé. De ce fait, nous observons une matérialisation progressive des empires numériques dans le paysage urbain et, face à elle, une plateformes des collectivités territoriales.

L'ensemble de cette frise méthodologique est mise en perspective via l'analyse d'un corpus de recherche abordant à la fois la question du modèle des plateformes numériques (Ertzscheid, 2017 ; Casilli, 2019 ; Callon, 2019) et des évolutions morphologiques des espaces urbains, particulièrement sous ses représentations de smart-city (Picon, 2013 ; Fijalkow, 2017 ; Ghorra-Gobin, 2018).

Servicisation, la donnée au coeur des processus organisationnels des espaces

Les premiers résultats de ces recherches conduisent à la formulation de l'hypothèse d'un positionnement des plateformes numériques comme intermédiaires inévitables dans la relation entre individu et territoire, jusqu'à devenir des maîtres d'ouvrage du paysage urbain. En effet, l'ensemble des recherches réalisées, principalement auprès de l'écosystème rennais, mais alimentées également par les contextes lyonnais, dijonnais et nantais, montre une dynamique commune à l'ensemble des territoires : la mise en service généralisée de la ville. L'approche de la ville n'est plus celle de la Cité, mais bien d'un espace algorithmiquement organisé (Haentjens, 2018) portant des enjeux d'attractivité dans une compétition générale des territoires.

² La plateforme *Twitter* a été privilégiée car elle permet d'ouvrir l'analyse tant aux champs publics, privés, que professionnels. Également, à la différence d'autres réseaux sociaux, elle ne nécessite pas de connexion pré-établie avec les communicants pour pouvoir consulter les messages. Compte tenu de la profusion des prises de paroles sur Twitter relatives à la *Smart City*, le recueil de données a été restreint aux projets de mobilité, thématique la plus représentée dans les projets *Smart City* de Rennes et Lyon. La période 2015-2020 a été retenue car elle correspond à une temporalité active des projets analysés.

Dans ce contexte, la stratégie de servicisation du quotidien des géants du numérique crée une dynamique quasi implacable superposant progressivement ces nouveaux modèles aux pratiques organisationnelles des formes urbaines. Ainsi, du côté de la logistique, Amazon et Google³ ont déjà fait leur preuve, quant à la plateforme Uber elle enrichit chaque jour davantage son analyse des flux et des pratiques de consommation au sein des territoires jusqu'à l'automatisation progressive des livraisons grâce à des véhicules autonomes. Un autre exemple, celui du réseau social Facebook, qui détient, lui, un monopole grandissant sur l'éditorialisation de la ville à travers la modération des contenus des prises de paroles diverses (politiques, culturelles, sociales, économiques, individuelles) contribuant à l'organisation et la mise en histoire du-dit territoire.

L'application méthodologique du modèle plateforme sur l'espace urbain est rendue possible à travers les processus de servicisation généralisés et le déploiement de facilitateurs ayant intégrés le quotidien des consommateurs. Les plateformes numériques, au cœur des enjeux de (re)modélisation des schémas organisationnels jusqu'aux formes urbaines sont des charpentes numériques issues d'analyses des besoins. Elles n'existent qu'au travers des interactions des usagers : Blablacar ne possède pas de chauffeurs, Airbnb ne possède pas d'hôtels, Facebook ne possède pas de contenus. L'outil-plateforme est facile et fonctionnel, souvent addictif (Ertzscheid, 2017).

Le monopole grandissant de ces systèmes organisationnels touche tous les domaines, de la santé, au logement, à la culture, la mobilité, mais aussi la ville. Le processus de « plateformisation » transforme l'approche organisationnelle et symbolique des espaces de la ville jusqu'à redessiner le territoire. Petit à petit, le syndrome de « plateformisation » du monde se répand. Nous observons des bouleversements dans les symboliques de consommation introduisant une remise en question des modèles organisationnels plus traditionnels.

Ces dernières années, nous sommes peu à peu entrés dans l'ère de l'offre de services et de la fonctionnalité. Entourés de « facilitateurs » au quotidien, les consommateurs évitent les temps d'attentes et usent par exemple de moyens de consignes accessibles sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; ils reçoivent des alertes lors d'événements particuliers qui seraient susceptibles de les intéresser ; le smartphone n'est plus un téléphone mais un assistant personnel. Tout cet écosystème de facilitateurs s'est intégré au point de totalement se normaliser à notre rapport aux choses, aux autres, au monde. De ce fait, nous externalisons

³ L'occasion de rappeler par ailleurs quels sont les supports numériques les plus utilisés en France en 2018 : Google (dont Waze et Youtube), Facebook (dont Messenger et Instagram) et Amazon selon l'étude de « La Mobilité ».

nos connaissances, nos données, nos envies. Dès lors, la donnée se transforme rapidement en service.

Qu'en est-il alors de la gouvernance des smart-cities ?

L'un des grands enjeux à l'œuvre pour les acteurs publics est celui de la gouvernance. Qui gouverne la smart-city aujourd'hui? Des problématiques venant bousculer le concept, déjà très complexe, de la ville intelligente. Il semble important de préciser par ailleurs que ce travail s'appuie sur les bases conceptuelles de « services performants » (Giffinger, 2007) mais également des « flux numérisés » (Goldsmith & Crawford, 2014) afin de définir la notion de smart-city. L'hypothèse de nouveaux maîtres d'ouvrage du territoire pose donc autrement la question de la gouvernance d'un projet de la smart-city, puisque celui-ci trouverait déjà une existence, parallèle, aux projets initiés par les institutions territoriales.

Les enjeux initialement liés à la notion de smart-city reposent sur de nouvelles formes de valorisation à travers un cheminement vers « la science du service » pour la création de nouvelles valeurs et d'un nouveau modèle économique. Ils définissent un connecteur logique entre l'activité de géants du numérique et des acteurs politiques.

Ainsi, les modèles organisationnels des plateformes arrivent en “solution” à la complexité urbaine. Or, et pour reprendre Jean Daniélou, “La réponse détermine la façon de formuler le problème, réduit à sa dimension technique, à son potentiel d'optimisation et à l'évacuation systématique de sa dimension politique” (Daniélou, 2018). Ces nouvelles formes urbaines conduisent inévitablement à une évolution des représentations de la ville, de plus en plus fonctionnaliste, par sa mise en service généralisée. Ce constat (re)questionne donc la gouvernance de la smart-city qui deviendrait alors un modèle transposable selon les codes et effets des plateformes aux différents espaces urbains. Une probabilité qui s'est vérifiée tout au long de l'étude au sein du programme de recherche TOSC et des méthodes d'analyse comparative déployées sur les métropoles de Rennes, Dijon et Lyon, dans leur dimension d'intelligence numérique. Une partie de la gouvernance semble déjà colonisée par les modèles des plateformes numériques à travers la modération des territoires urbains. Rappelons les processus de “plateformisation” de l'administration déjà en cours.

La dynamique politique semble avoir disparu au profit de processus organisationnels du territoire selon des logiques de marché. Autrement formulé, la Cité est devenue un espace algorithmiquement organisé répondant progressivement à des logiques néolibérales dans un

univers d'individus connectés (objectif des GAFAs) lorsque le principe de modernisation du service public peine à prendre tout son potentiel (objectif de la Cité). Aussi, les phénomènes de privatisation du monde se sont renforcés. L'interprétation d'un centre-ville définit aujourd'hui comme "un grand centre-commercial à ciel ouvert"⁴ révèle ces dynamiques. Cela fait plus de dix ans que ces acteurs travaillent sur l'opportunité de la gestion des formes urbaines. Pour l'instant, seules les plateformes numériques peuvent agir dans ce sens et c'est aussi pourquoi le "marché urbain" est fructueux car elles se placent en supériorité de par les moyens qu'elles possèdent. D'ailleurs cette emprise grandissante sur la gestion de l'espace urbain par ces géants ne va pas sans bousculer la dimension politique du territoire. Les recompositions symboliques liées à la transformation numérique dépassent la fabrique de la ville, elles touchent intrinsèquement les formes de gouvernance.

Enfin, ces analyses mènent inévitablement à la notion de "ville-plateforme" comme forme émergente de l'organisation territoriale. Ce concept traduit une forme d'impérialisme des plateformes, les définissant comme les nouveaux exploitants commerciaux de la ville contemporaine. Les nouveaux maîtres d'ouvrage face à la fabrique territoriale (im)poseraient donc un cadre interactionnel issu de leurs propres normes (Taylor & Van Every, 2000). L'emprise de la donnée est amenée à se massifier à travers les dynamiques de "plateformisation". En d'autres termes, il semblerait que nous assistions à des phénomènes de colonisation par les plateformes numériques de notre rapport à l'espace. Les capacités d'analyse sont, elles, de plus en plus précises et donnent un rôle grandissant au pouvoir de modélisation. La possibilité d'orchestrer et d'organiser la société questionne dangereusement la place de l'objet public. Du côté des institutions territoriales à l'inverse, l'inflexibilité administrative et organisationnelle, mêlée à des formes oligarchiques tenaces, persiste. Ainsi, Amazon installe ses consignes dans la ville, Facebook l'éditorialise, Google la rationalise, Airbnb devient acteur d'une nouvelle forme de tourisme, etc. La projection futuriste de l'emprise de ces géants du numérique ne semble plus à l'ordre du jour, nous abordons là la construction du futur.

Bibliographie :

Callon Michel. (2017). *L'emprise des marchés. Comprendre leur fonctionnement pour*

⁴ Ouest-France, article du 18 juin 2014, « Rennes, un grand centre-commercial à ciel ouvert », consulté sur : <https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-un-grand-centre-commercial-ciel-ouvert-2636496>

pouvoir les changer. Paris, La Découverte.

Casilli Antonio. (2019). *En attendant les robots*. Paris, Seuil.

Dubet François. (2002). *Le déclin de l'Institution*. Paris, Seuil.

Dujarier Marie-Anne. (2014). *Le travail du consommateur*. Paris, Editions La Découverte.

Ertzscheid Olivier. (2017). *L'appétit des géants*. Caen, C&F éditions.

Fijalkow Yankel. (2017). *Dire la ville c'est faire la ville : La performativité des discours sur l'espace urbain*. Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Flichy Patrice. (2008). Technique, usage et représentations. *Revue Réseaux*, n°148.

Ghorra-Gobin Cynthia. (2018). Smart-city : fiction et innovation stratégique. *Quaderni*, Les éditions de la maison des sciences de l'homme, n°96.

Giffinger Rudolf. (2007). *Smart cities. Ranking of European medium-sized cities*. Université de Vienne, Centre of Regional Science.

Goldsmith Stephen & Crawford, Susan. (2014). *The Responsive City : Engaging Communities through Data Governance*. Jossey-Bass.

Gras Pierre. (2018). Mondialisation et standardisation, le cas des métropoles portuaires. *Les annales de la recherche urbaine*, n°113, p 126-137.

Haentjens Jean. (2018). *Comment les géants du numérique veulent gouverner nos villes*. Paris, Editions Rue de l'échiquier.

Muller Pierre. (1998). *Eléments d'une théorie du mouvement pour la formalisation du raisonnement spatio-temporel de sens commun*. Toulouse, IRIT, Université Paul Sabatier.

Picon Antoine. (2013). *Smart Cities : Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*. Paris, Édition B2.

Wachter Serge. (2020). *La ville interactive, l'architecture et l'urbanisme au risque du numérique et de l'écologie*. Paris, L'Harmattan.